



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Tribune de Marcellin Gandonou

Pourquoi les choses que nous craignons, sont celles qui finissent par se produire dans notre vie ?

Quand vous interdisez à un enfant de ne pas rentrer dans une pièce de la maison ou de ne pas toucher à un objet, qu'est-ce qu'il fait dès que vous avez le dos ... • (Page 05)

2026

Bruxelles revoit à la baisse la croissance française

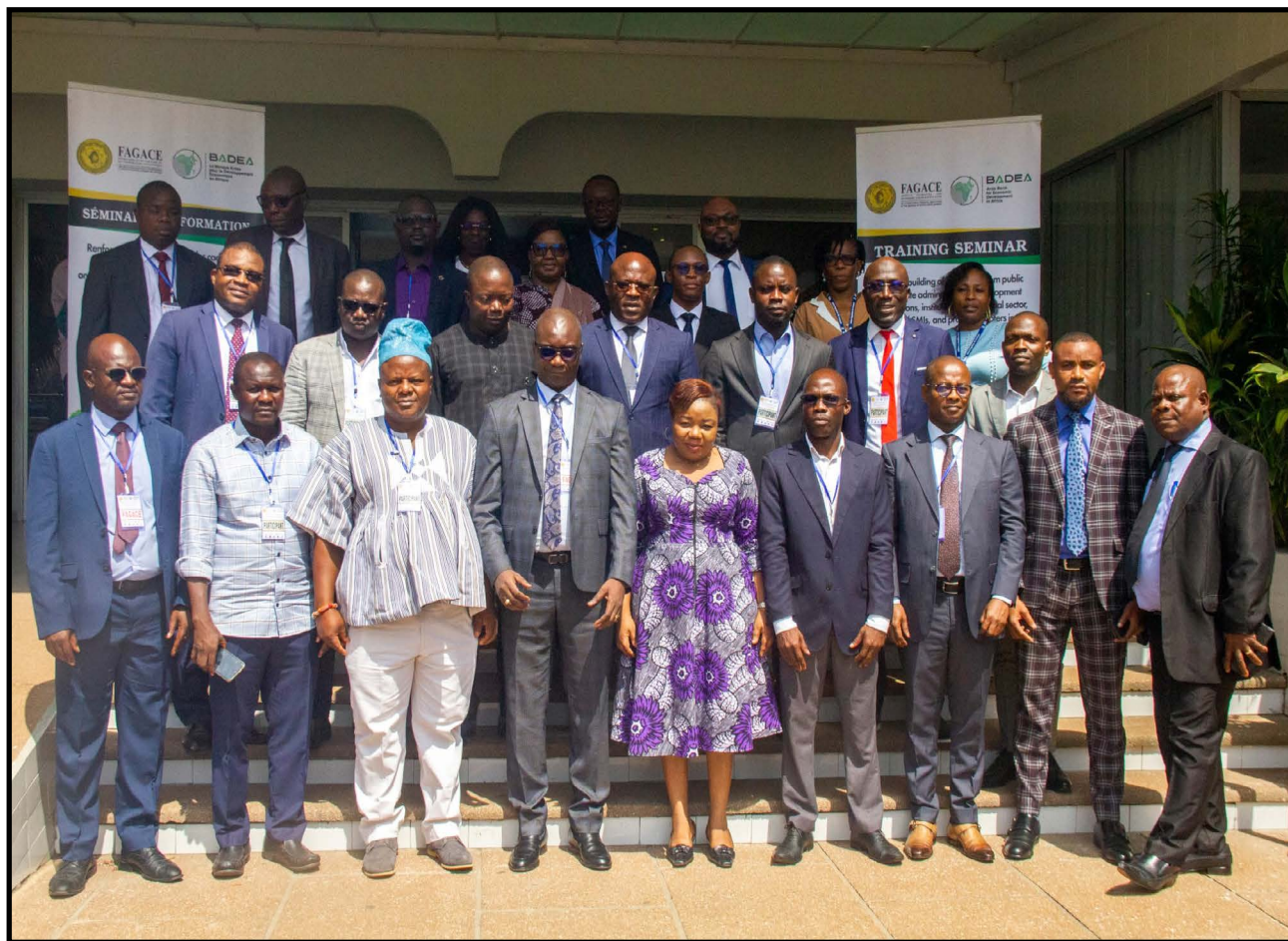
La croissance est désormais attendue l'an prochain à 0,9%, contre 1,3% auparavant, selon la Commission ... • (Page 09)



Gouvernance, contrôle interne et gestion des risques

• (Page 03)

Etape togolaise du programme de formation FAGACE - BADEA



Togo / dépenses publiques

• (Page 04)

Nouveau répertoire des prix des biens et services de l'Etat

Transformation digitale

Le Togo se dote d'un Observatoire national du numérique

Le Togo franchit un pas décisif dans sa politique de modernisation de l'action publique en lançant l'Observatoire ... • (Page 02)

Exercice maritime

« Grand Africain Nemo 2025 » sur les côtes togolaises

L'exercice maritime multinational « Grand African NEMO 2025 » a pris fin le vendredi 14 novembre 2025 à la Préfecture maritime à Lomé. ... • (Pages 04)

Compagnie aérienne

Air Côte d'Ivoire commande quatre Embraer E175

Air Côte d'Ivoire, la compagnie aérienne nationale de la République de Côte d'Ivoire, a signé le 17 novembre 2025, une commande ferme pour quatre appareils ... • (Page 06)

Tchaoudjo

L'ITIE-Togo présente ses deux derniers rapports aux acteurs locaux

Une délégation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives au Togo (ITIE-Togo) a échangé avec les autorités et acteurs de ... • (Page 11)

BUSINESS
Connect

« Le meilleur moyen de prévoir le futur, c'est de le créer »



Transformation digitale

Le Togo se dote d'un Observatoire national du numérique

Le Togo franchit un pas décisif dans sa politique de modernisation de l'action publique en lançant l'Observatoire National du Numérique (ONN), un outil stratégique destiné à centraliser les données du secteur digital, analyser les performances et éclairer les décisions publiques. Développé avec le soutien de la GIZ, l'ONN ambitionne de devenir la référence nationale en matière d'indicateurs numériques.

● Vivien Atakpabem

Dans une dynamique de renforcement de la modernisation administrative et du pilotage des projets digitaux, le gouvernement togolais vient de mettre en place l'Observatoire National du Numérique (ONN). Issu d'une collaboration entre le ministère de l'Efficacité du Service public et de la Transformation numérique et la GIZ, l'ONN se présente comme une plateforme centralisée regroupant l'ensemble des données essentielles liées au numérique au Togo. Accessible à travers le lien observatoire.numerique.gouv.tg, l'outil offre une lecture précise, mise à jour et contextualisée de l'écosystème digital : taux de pénétration internet, usage des services numériques, infrastructures, inclusion digitale, cybersécurité, innovation technologique, etc. L'observatoire met également à disposition des analyses thématiques et prospectives destinées à évaluer l'impact des initiatives numériques nationales sur les citoyens, les entreprises et l'administration.

Instrument de performance et d'aide à la décision

L'Observatoire National du Numérique répond à plusieurs enjeux fondamentaux du secteur digital. Il assure la transparence dans le suivi



des projets et des politiques publiques ; la fiabilité des données mises à disposition des institutions, chercheurs, partenaires techniques et investisseurs ; la performance du pilotage, grâce à des indicateurs comparables au niveau international ; la synergie entre acteurs, en permettant de harmoniser les initiatives et d'éviter la duplication des efforts ; l'aide à la décision, en offrant une base de données structurée pour orienter les réformes et les investissements. Selon le ministère, l'ONN s'inscrit dans une logique d'amélioration continue et de construction d'un hub d'informations de référence dans un contexte mondial de transformation numérique accélérée. L'Observatoire produira également un rapport annuel, véritable tableau de bord de la progression du numérique au Togo, qui présentera les tendances clés, les analyses détaillées et les indicateurs stratégiques du secteur.

Sur le chemin de la transformation digitale du Togo

Lancé dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse visant à renforcer l'efficacité de l'action publique, l'ONN vient compléter les réformes déjà engagées par le Togo : digitalisation des services publics, e-gouvernement, innovation technologique, modernisation des infrastructures de communication. Cette nouvelle plateforme s'inscrit dans la vision du pays de s'aligner sur les standards internationaux, d'améliorer sa compétitivité et de renforcer son attractivité dans un monde où la donnée représente un levier essentiel de développement. Avec l'Observatoire National du Numérique, le Togo confirme sa volonté de devenir un acteur structuré, informé et performant de la transformation digitale en Afrique.

AUX DECIDEURS ...

Placer l'humain au centre

Le premier Conseil des ministres du gouvernement de la V^e République marque un moment charnière pour le Togo. Réuni ce 14 novembre 2025 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, le gouvernement a dévoilé les contours du budget 2026 : un budget ambitieux, volontaire et résolument tourné vers le social et la transformation économique.

Avec un montant de 2.740,5 milliards de francs CFA, en hausse de 14,4 % par rapport à l'année précédente, le budget 2026 traduit une confiance assumée dans la résilience et le potentiel de l'économie togolaise. Dans un contexte mondial encore marqué par les incertitudes, le Togo se distingue par une croissance projetée à 6,5 %, confirmant une trajectoire ascendante quand, au même moment, la zone UEMOA et l'espace CEDEAO voient leurs dynamiques se replier.

Ce contraste n'est pas anodin : il souligne les effets d'une gestion maîtrisée des finances publiques et d'un cadre macroéconomique assaini, permettant au pays de respecter les critères de convergence et de répondre aux exigences du programme avec le FMI.

Mais au-delà des chiffres, l'esprit du budget 2026 est clair : placer l'humain au centre.

Trois innovations majeures illustrent cette orientation sociale : un crédit d'impôts pour les personnes vivant avec un handicap, des facilitations pour l'accès aux marchés au profit des jeunes et des femmes, et l'exonération de taxes pour la provenderie, un signal fort en faveur du développement agricole et de la production carnée locale.

Avec 48 % des dépenses consacrées au social, le gouvernement réaffirme que santé, éducation et protection sociale demeurent les piliers de son action. Parallèlement, l'augmentation significative des ressources dédiées à la transformation économique montre une volonté d'investir dans les secteurs productifs, d'encourager l'investissement privé et de renforcer la souveraineté économique du pays.

La sécurité, condition essentielle au développement, reste également un axe prioritaire, dans un contexte régional où les menaces multiformes persistent.

Dans son adresse, le Président du Conseil a insisté sur l'essentiel : l'impact réel. Il ne s'agit plus seulement de voter un budget, mais de veiller à son exécution rigoureuse, de suivre les projets sur le terrain, d'évaluer leur évolution et de corriger le tir lorsque nécessaire.

Cette exigence de pragmatisme, fondée sur la proximité et l'efficacité, dessine une nouvelle culture de gouvernance : celle où l'action publique se mesure d'abord à ses résultats dans la vie quotidienne des Togolais.

À l'orée de 2026, le pays semble donc engagé sur une trajectoire de confiance, d'ouverture et de transformation. La réussite dépendra désormais de la capacité collective — gouvernement, secteur privé, partenaires et citoyens — à traduire cette ambition budgétaire en progrès tangibles.

L'enjeu est clair : faire du budget 2026 non pas un document comptable, mais un instrument de changement réel. Le Togo s'y prépare, avec détermination et méthode.

M.T

Image du jour

CCI-TOGO

APPEL AUX ENTREPRISES TOGOLAISES !

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) informe les opérateurs économiques que l'Association des Exportateurs du Sud-Est de l'Anatolie (GAIB) recherche des entreprises importatrices pour établir des partenariats durables dans le domaine agro-alimentaire.

Produits concernés :

- CÉRÉALES : BLÉ, ORGE, MAÏS
- LÉGUMINEUSES : LENTILLES, POIS CHICHES
- OLÉAGINEUX ET DÉRIVÉS : FARINE, PÂTES, BISCUITS, HUILES VÉGÉTALES, ETC.

TOGO

DU 24 AU 28
NOVEMBRE 2025

GAZIANTER, TURQUIE

Inscrivez les entreprises intéressées, peuvent s'inscrire en ligne via le lien : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLS8SWJJVpEOU-Ee6rXfcY7ws-2wTfAMESHVU_17WPILFWLMg/viewform

La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.

+228 22 20 88 47

www.ccit.tg

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Gouvernance, contrôle interne et gestion des risques

Etape togolaise du programme de formation FAGACE - BADEA

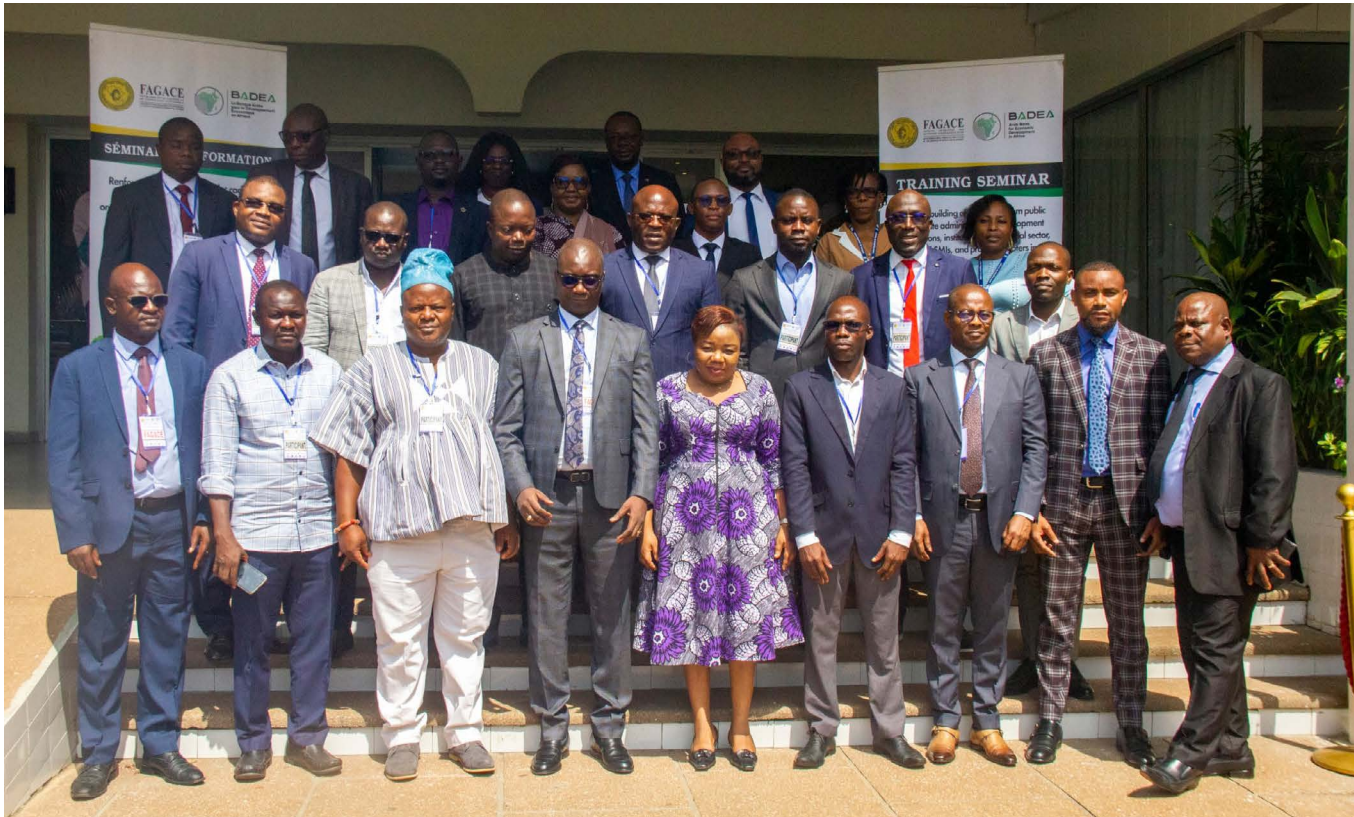
La capitale togolaise accueille depuis ce lundi 17 novembre, à l'hôtel Sarakawa, une session de formation d'envergure consacrée à la gouvernance, au contrôle interne et au management des risques. Organisée conjointement par le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), cette initiative réunit une vingtaine de participants issus des administrations publiques, du secteur privé, des institutions financières et des organisations de développement. Les travaux s'achèvent ce mardi avec la remise officielle des attestations.

• Hélène Martelot

La stratégie commune des deux institutions est de renforcer les capacités des cadres des administrations publiques, privées, des organismes de développement, des institutions, du secteur financier, des PME/PMI et porteurs de projets des Etats membres. Le partenariat entre ces deux institutions vise à outiller les cadres africains pour une meilleure gestion des organisations, dans un contexte continental marqué par la transformation numérique, les enjeux de conformité, et des risques opérationnels de plus en plus complexes.

Gouvernance et l'anticipation des risques

Durant ces deux journées, les participants seront outillés sur plusieurs modules clés, notamment sur les principes et piliers de la bonne gouvernance, le cadre intégré de contrôle interne (COSO) et ses composantes, la culture de contrôle, l'éthique organisationnelle et les dispositifs de surveillance, l'identification, l'analyse et le pilotage des risques opérationnels, les indicateurs clés de risque (KRI) et le suivi des incidents. Selon Sem-Michel AMADIDJE, expert-comptable et formateur, cette formation répond à un besoin réel : « Les entreprises, publiques comme privées, doivent



aujourd'hui anticiper les risques et structurer leurs dispositifs de contrôle interne. Un système de contrôle interne faible expose les organisations au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme, ou encore à des risques opérationnels majeurs. Le but est donc d'offrir aux participants de nouveaux outils pour améliorer leurs pratiques et renforcer leur performance institutionnelle. »

Un programme déroulé dans huit pays, adapté aux réalités locales

Cette session de formation s'inscrit dans une tournée régionale couvrant huit pays membres du FAGACE : le

Bénin, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Cameroun, le Tchad, le Mali et le Togo. Même si l'étape du Mali n'a pu être tenue pour des raisons logistiques, l'objectif global demeure le même : harmoniser les compétences, adapter les contenus aux besoins locaux et créer un cadre d'échange entre professionnels. Pour Dr Hamidou Amadou, Conseiller principal du Directeur Général du FAGACE et Directeur de l'Institut du FAGACE, cette dynamique est essentielle pour la compétitivité des organisations africaines : « Les cadres de nos institutions ont besoin d'une montée en compétences constante. Un personnel bien formé apporte une valeur

ajoutée directe à son organisation et, de manière indirecte, à l'économie nationale. Cette formation est un espace de partage, d'apprentissage et surtout d'appropriation des bonnes pratiques. »

Enjeu pour les États face aux défis actuels

Au-delà de l'outillage tech-

nique, la démarche du FAGACE et de la BADEA vise à améliorer la gouvernance publique, renforcer la transparence et encourager la performance dans les structures africaines. Les bénéficiaires sont invités, à leur retour dans leurs institutions, à mettre en œuvre les pratiques enseignées



afin d'améliorer les systèmes de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques. La session de Lomé se clôturera ce mardi par la remise d'attestations, marquant la fin de deux jours d'échanges intensifs et de renforcement de capacités au service du développement économique du continent.

Deux institutions majeures du financement du développement

Créé en 1977 à Kigali, le FAGACE est une institution financière internationale spécialisée dans la promotion de l'investissement public et privé. Basé à Cotonou et présent dans quatorze pays, il a déjà mobilisé plus de 4 500 milliards FCFA au profit des économies africaines. Son action repose sur trois piliers : la garantie financière, la mobilisation de ressources et le renforcement des capacités. La BADEA, quant à elle, est le fruit d'une décision du sommet arabe d'Alger en 1973. Depuis près de cinquante ans, elle œuvre à renforcer la solidarité arabo-africaine, en finançant des projets structurants dans 44 pays africains non membres de la Ligue arabe. Elle intervient dans les infrastructures, l'agriculture, le commerce, le développement rural, l'assistance technique et les secteurs sociaux.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

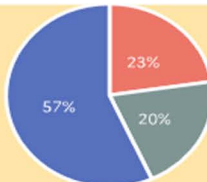
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo / dépenses publiques

Nouveau répertoire des prix des biens et services de l'État

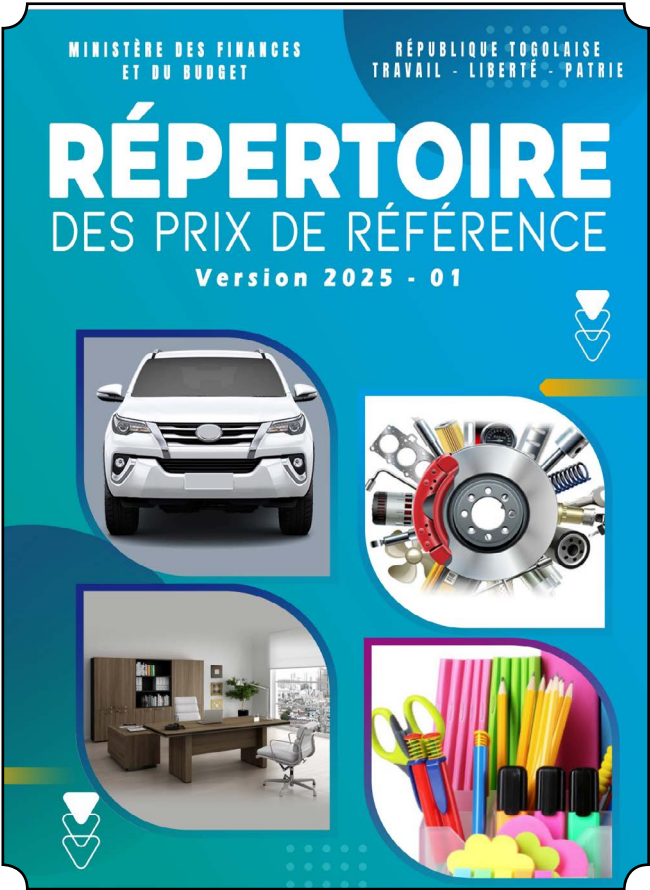
Le gouvernement togolais rend public une nouvelle édition du répertoire des prix des biens et services de l'État, un outil stratégique destiné à renforcer la sincérité du coût de la dépense publique, améliorer la planification budgétaire et encadrer les commandes publiques.

● Joël Yanclo

Fruit d'un travail interinstitutionnel approfondi, ce répertoire de 12 453 articles traduit une avancée dans la gouvernance financière. Le nouvel outil, version 2025-01, est le résultat d'un processus collaboratif réunissant un large comité technique provenant de plusieurs ministères et institutions clés. Y figurent notamment le ministère de l'Économie et des Finances (SP-SPRPF, DGBF, DNCCP, DGCA, DNCF), le ministère de la Planification du Développement via l'INSEED, les ministères de la Santé, du Commerce, de l'Urbanisme, ainsi que le ministère des Travaux publics et l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (AR-COP). Élaboré à la suite de l'évaluation des répertoires de 2021, 2022 et 2024, ce document de référence comprend 12 453 articles répartis en 21 familles et introduit trois innovations majeures : la plateforme digitalisée de collecte « e-Répertoire », permettant une centralisation en temps réel des données ; l'élargissement de la collecte aux grandes villes de l'intérieur du pays, notamment Dapaong, Kara et Sokodé ; une classification structurée selon la nomenclature matière de l'État (NOMATE), facilitant le repérage et l'analyse des informations. Destiné à être mis à jour régulièrement, le répertoire reflète l'évolution des prix sur le marché et sert de base fiable pour évaluer les offres et planifier les dépenses publiques.

Transparence, efficacité, bonne gouvernance

Pour le ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, la publication de cette nouvelle édition revêt une importance stratégique pour la gestion publique. Elle permet, ex-



plique-t-il, « d'assurer la sincérité du coût de la dépense publique » et offre aux services techniques « des repères crédibles » pour analyser les offres des soumissionnaires dans le cadre des marchés publics. Le répertoire devient ainsi un outil d'évaluation financière, un instrument de prévision budgétaire, un mécanisme de maîtrise des dépenses publiques, un support de transparence et d'équité dans la passation des marchés. Dans l'avant-propos, le ministre rappelle que la bonne gouvernance économique implique la responsabilité de tous les acteurs : « La bonne gouvernance économique n'est pas l'affaire des seuls décideurs étatiques, elle met en jeu la responsabilité de tous les acteurs impliqués dans la gestion des deniers publics », souligne-t-il, invitant les institutions à s'approprier pleinement l'outil. L'utilisation du répertoire est désormais obligatoire pour toutes les entités impliquées dans la chaîne de la dépense publique. Les utilisateurs doivent identifier la famille du produit, consulter la ligne correspondante et ap-

pliquer un prix situé dans l'intervalle défini, en tenant compte de la TVA pour reconstituer le prix TTC.

Modernisation continue de la gestion publique

Depuis plusieurs années, le Togo s'est engagé dans une modernisation progressive de la commande publique et dans un renforcement de la transparence budgétaire. L'élaboration et la mise à jour régulière du répertoire des prix de référence participent de cette dynamique, avec en ligne de mire la réduire les écarts injustifiés dans les coûts contractuels ; prévenir les risques de surévaluation ou de surfacturation ; améliorer la qualité des investissements publics ; renforcer la confiance entre l'État, le secteur privé et les partenaires techniques. La nouvelle version, plus complète et digitalisée, s'inscrit pleinement dans les réformes de gestion publique prônées par les autorités togolaises. Le répertoire est consultable sur le site du ministère des Finances et du Budget : www.finances.gouv.tg



Exercice maritime

« Grand Africain Nemo 2025 » sur les côtes togolaises

L'exercice maritime multinational « Grand African NEMO 2025 » a pris fin le vendredi 14 novembre 2025 à la Préfecture maritime à Lomé. Déroulé du 10 au 14 novembre sur les côtes togolaises, il est organisé par la Marine française en coordination avec plusieurs pays du littoral du Golfe de Guinée.

L'opération a mobilisé de nombreux acteurs des administrations impliquées dans l'action de l'État en mer, avec pour objectif de renforcer la coopération régionale, les capacités opérationnelles et la coordination en situation de crise. La cérémonie de clôture a été présidée par M. Penn Laré, directeur de cabinet du Haut Conseil pour la Mer, représentant le ministre conseiller pour la Mer. Le Préfet maritime ainsi que plusieurs autorités militaires étaient également présentes. Face à l'augmentation des actes de piraterie et d'activités illicites dans le Golfe de Guinée, les États organisent chaque année cet exercice d'envergure afin de renforcer la sécurité maritime et soutenir le développement de l'économie bleue. L'édition 2025, conduite conjointement par les marines française et togolaise, a permis de perfectionner les compétences du personnel du Centre des opérations de la Marine nationale, d'améliorer la coopération inter administrations et d'entraîner les équipes aux missions de recherche et sauvetage, de lutte contre la pollution, ainsi qu'aux opérations d'interception. Au total, près de 120 per-



sonnels, deux patrouilleurs, une embarcation de transport rapide pour commandos (ETRACO), deux vedettes rapides, trois embarcations COM, un remorqueur Boluda, un aéronef de l'Armée de l'air et un tanker ont été mobilisés. Trois exercices majeurs ont été réalisés les 11, 12 et 14 novembre : recherche et sauvetage en mer, lutte contre la pollution, et un exercice zonal portant sur la pêche illégale, le trafic d'armes et de stupéfiants. Un débriefing final est prévu le 17 novembre à la Préfecture maritime. Dans son intervention, M. Penn Laré a salué l'engagement des forces nationales et des partenaires internationaux pour la construction d'un espace maritime plus sûr et plus résilient. Il a exprimé sa gratitude au Préfet maritime

et à l'ensemble des acteurs pour leur professionnalisme et leur contribution au succès de l'opération. Le Préfet maritime, le Capitaine de vaisseau Takounadi Néyo, a rappelé que les avancées enregistrées dans la gestion des crises maritimes découlent de la gouvernance renouvelée mise en place par SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil, Chef Suprême des Armées. Il a notamment souligné le rôle structurant de l'Organisation nationale chargée de l'Action de l'État en mer (ONAEM), composée du Haut Conseil pour la Mer et de la Préfecture maritime, dont la mission essentielle est d'assurer la sûreté et la sécurité maritimes ainsi que la coordination inter administrations des opérations en mer, dans les ports et sur le littoral.



Assurance maladie

L'AMU au contact des travailleurs non-salariés

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) organise à partir du lundi 17 novembre prochain une campagne d'information, de sensibilisation et de souscription des travailleurs non-salariés (artisans, commerçants, agriculteurs et acteurs du secteur informel) dans le cadre de l'AMU (Assurance maladie universelle).

L'opération, prévue jusqu'au 04 janvier 2026, se déroulera sur tout le territoire national. Cette initiative vise à rapprocher davantage l'AMU de cette catégorie professionnelle, en leur offrant un accompagnement de proximité pour mieux comprendre les modalités d'adhésion, les avantages du régime et les obligations liées à la couverture. Pendant toute la période, des équipes mobiles et des points d'accueil seront déployés dans les différentes localités pour informer, répondre aux préoccupations et faciliter les démarches d'inscription. La démarche s'inscrit dans la

volonté des pouvoirs publics de renforcer la protection sociale et d'assurer une couverture sanitaire plus inclusive. En rappel, une plateforme numérique est mise à disposition pour permettre aux travailleurs non-salariés de vérifier leur éligibilité et

de s'enrôler. (Togo Officiel)



Programme de la campagne

- Région des Savanes : 17 au 23 novembre 2025
- Région de la Kara : 24 au 30 novembre 2025
- Région Centrale : 1er au 07 décembre 2025
- Région des Plateaux-Est : 08 au 14 décembre 2025
- Région des Plateaux-Ouest : 15 au 21 décembre 2025
- Région Maritime : 22 au 28 décembre 2025
- Grand Lomé : 29 décembre 2025 au 04 janvier 2026

POURQUOI LES CHOSES QUE NOUS CRAIGNONS, SONT CELLES QUI FINISSENT PAR SE PRODUIRE DANS NOTRE VIE ?

Quand vous interdisez à un enfant de ne pas rentrer dans une pièce de la maison ou de ne pas toucher à un objet, qu'est-ce qu'il fait dès que vous avez le dos tourné ? Lorsque vous refusez à un homme ou une femme de faire la compagnie de quelqu'un (e) que vous pensez ne pas être bonne pour lui ou elle, qu'est ce qui se passe ? C'est à croire que l'interdit attise notre curiosité ou active systématiquement une énergie attractive qui nous pousse vers l'interdit. Une personne peut vivre aux côtés d'un objet pendant des années sans qu'elle ne pense prendre ou toucher l'objet. Mais il ne suffirait qu'à lui ordonner de ne pas y toucher sous aucun prétexte, pour attiser son envie de s'y approcher. Quand je regarde de près, je fais un parallèle avec les cours de physique dans lesquels il est dit que ce sont les pôles opposés qui s'attirent. Normalement vous ne pensez pas que ce sont les choses ou les personnes de même nature qui devraient se rapprocher ? Mais c'est souvent le contraire, un peu comme si un processus de compensation permet que chacun trouve des traits manquant chez l'autre. Les pôles contraires vibrent de l'énergie qui attire l'opposé. Vous vous demandez certainement le rapport entre le titre du post et l'attractivité qui s'opère entre deux pôles contraires, je vous explique.

Quand vous redoutez quelque chose, un événement ou un échec, sans le vouloir, votre subconscient déclenche un processus d'attraction qui fait que désormais vous ne verrez, ne sentirez, ne penserez qu'à ce que vous redoutez. Parfois même votre subconscient crée ou invente des images de vos craintes et vous pensez les apercevoir partout. A l'opposé quand vous n'êtes pas conscients d'un danger, vous pouvez être très proche du danger sans vous en rendre compte. Mais dès que vous prenez conscience, votre attitude et posture changent automatiquement. La prise de conscience crée une attitude de peur qui au lieu de vous protéger vous expose. Vous avez tellement peur que ce que vous redoutez, finit par se produire.

Vous avez tellement peur que votre projet ne marche pas, que votre relation ne fonctionne pas, vous avez tellement peur d'être manipulé, vous avez tellement peur de tomber malade, vous avez tellement peur de tomber enceinte que vous prenez toutes les précautions possibles..., et in fine qu'est ce qui se produit ? La peur fait que vous voyez désormais le mal partout où vous passez et vous énergisez vos craintes et vos doutes qui finissent par se produire. Qu'est-ce qu'on dit généralement lorsque ce qu'on redoute finit par se produire ? JE SAVAIS QUE CA ALLAIT FINIR PAR ARRIVER OU SE PRODUIRE. Maintenant plus vous résistez et avez peur, plus vous attirerez à vous ce qui vous fait peur.



Alors que faut-il faire ?

- *Je ne veux pas perdre mon investissement dans ce projet, si je perds, je suis mort.*
- *Je n'ai pas le droit de tomber malade, sinon mes affaires vont en partir.*
- *On ne peut plus faire confiance aux hommes de nos jours. Je ne supporterai pas qu'il me joue un mauvais tour.*
- *Je ne veux pas tomber enceinte, ce n'est pas encore le moment.*
- *On ne peut pas faire confiance de nos jours, je ne me fie donc jamais à personne.*

Quand vous dites ces choses, vous verrez toujours des éléments, des comportements ou des attitudes dans votre quotidien ou vos relations qui semblent indiquer que ces choses vont se produire. Au lieu de laisser votre esprit se concentrer sur ce que vous ne désirez pas, introduisez y plutôt des éléments de langages ou de réflexions sur ce que vous souhaitez en réalité.

- * *Je jouis d'une parfaite santé et reste disponible pour la famille et m'investis dans mes affaires.*
- * *Mes affaires prospèrent à tous égards et je rencontre tout le temps des partenaires et associés bien honnêtes avec qui je fais de très bonnes affaires.*
- * *Je suis dans une relation épanouissante avec un(e) partenaire disponible, fiable avec qui je développe de la complicité pour le bien-être de la famille.*
- * *Je conçois au meilleur moment et fonde une famille avec le/la partenaire de mon choix et cela devient un tremplin pour ma croissance à tous égards.*

Entre ces deux types de proclamations ou de paroles, vous vous sentez mieux avec lesquels ou qu'est ce qui résonne plus favorablement en vous ? Vous convenez avec moi que le deuxième lot d'exemple est plus énergisant.

Pourquoi la plupart des choses que nous craignons, sont celles qui finissent par se produire ? C'est parce que nous les alimentons en énergie, nos craintes et inquiétudes. Du coup la peur que cela engendre en nous fait qu'inconsciemment nous développons une attraction comme deux pôles contraires qui s'attirent et quand nos peurs finissent par se concrétiser, on pense avoir vu cela venir alors qu'en réalité nous les avons attirées à nous.

Le but du jeu n'est pas de vivre dans le déni des potentiels dangers qui nous entourent, mais plutôt ne pas être les artisans de nos propres malheurs. Il est question de changer notre regard sur le monde, les personnes et les événements qui nous entourent. Quand le regard change, tout change. Il semble que la beauté se trouve dans le regard de celui qui voit et non dans un objet ou une personne. Sinon vous pouvez vous trouver en face de la plus belle personne qui existe, mais vous ne verrez que de la laideur.

Que la paix soit avec vous !

GANDONOU S. Marcellin
CEO SENAKPON GROUP

m.gandonou@senakpon.com

Consultant – Auteur – Coach – Conférencier international.

Compagnie aérienne

Air Côte d'Ivoire commande quatre Embraer E175

Air Côte d'Ivoire, la compagnie aérienne nationale de la République de Côte d'Ivoire, a signé le 17 novembre 2025, une commande ferme pour quatre appareils Embraer (B3 : EMBJ3, NYSE : EMBJ) E175, assortie d'une option d'achat pour huit appareils supplémentaires, dans le cadre de sa stratégie de modernisation de sa flotte et d'expansion régionale.

● Junior Aredola

L'appareil sera configuré avec 76 sièges répartis en deux classes – 12 en classe Affaires et 64 en classe Économique – offrant aux passagers une expérience de voyage confortable et efficace. La livraison du premier E175 est prévue pour le premier semestre 2027 et cette commande sera ajoutée au carnet de commandes d'Embraer pour le quatrième trimestre 2025. Air Côte d'Ivoire déploiera les E175 sur ses lignes intérieures et régionales, contribuant ainsi à son objectif de développer son réseau, d'améliorer sa connectivité et de remplacer progressivement sa flotte d'avions à turbopropulseurs. L'E175 a été choisi pour son autonomie supérieure, sa vitesse, son confort passagers et sa capacité cargo accrue par rapport aux turbopropulseurs, ce qui en fait l'appareil idéal pour accompagner l'évolution des opérations de la compagnie. Cet appareil jouera également un rôle clé dans l'approvisionnement du hub d'Air Côte d'Ivoire à Abidjan, en augmentant les fréquences et en renforçant les liaisons régionales. La compagnie a récemment inauguré une liaison long-courrier vers Paris Charles de Gaulle, et l'E175 contribuera à optimiser la connectivité avec ce hub. « Cette com-



mande marque une étape importante dans notre stratégie de développement de flotte », a déclaré Laurent Loukou, Directeur Général d'Air Côte d'Ivoire. « L'Embraer E175 répond parfaitement à nos ambitions nationales et régionales. Sa capacité est parfaitement adaptée à la taille des marchés africains. Ses performances et son confort nous permettront d'offrir une expérience passager supérieure, tout en soutenant notre croissance et le développement de notre hub d'Abidjan. Il nous permettra également de retirer progressivement notre flotte de turbopropulseurs et d'opérer plus efficacement sur l'ensemble de notre réseau, tout en améliorant nos performances économiques grâce à une réduction des coûts d'exploitation et une meilleure rentabilité. » Arjan Meijer, président-directeur général d'Embraer Aviation Commerciale, a déclaré : « Nous sommes honorés d'accueillir Air Côte d'Ivoire au sein de

la famille E-Jet. Embraer est solidement implanté comme leader du marché sur le segment des avions de moins de 150 places en Afrique. L'E175 a fait ses preuves sur le continent et ses capacités correspondent parfaitement à la vision de la compagnie. Cet appareil apportera des avantages immédiats en termes de connectivité, d'efficacité et de satisfaction des passagers, et nous sommes impatients d'accompagner Air Côte d'Ivoire dans le développement de son réseau et le renforcement de sa position dans la région. » Embraer exploite actuellement 250 appareils auprès de 56 opérateurs africains. Au cours des 10 dernières années, la flotte d'Embraer en Afrique a connu une croissance annuelle composée (TCAC) de 7,5 %. De ce fait, Embraer est aujourd'hui leader du marché africain des avions de moins de 150 places, avec une part de marché de 31 %.

L'or noir résiste

L'AIE revoit à la hausse ses prévisions de demande pétrolière

Alors que la COP30 bat son plein à Rio de Janeiro, mobilisant les États autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient bousculer les certitudes.

Publié le 12 novembre 2025, ce rapport annonce que la demande mondiale de pétrole pourrait augmenter de 13 % d'ici 2050, atteignant environ 113 millions de barils par jour. Une projection qui contraste fortement avec les scénarios antérieurs misant sur une baisse progressive de la consommation, portée par la transition vers les énergies renouvelables. L'AIE reconnaît que la transition énergétique mondiale ralentit, freinée par plusieurs facteurs : la croissance des besoins dans les économies émergentes, les investissements massifs dans le gaz naturel liquéfié (GNL), et l'essor de technologies énergivores telles que l'intelligence artificielle et

les centres de données. Ces dynamiques rendent plus difficile l'atteinte des objectifs climatiques, notamment ceux liés à la neutralité carbone. Cette révision à la hausse constitue un signal stratégique pour les pays producteurs de pétrole, qui y voient une opportunité de renforcer leur position sur le marché mondial. Elle pourrait également influencer les politiques d'investissement dans les infrastructures pétrolières, les partenariats énergétiques et les stratégies de diversification économique. Dans

son rapport, l'AIE appelle à concilier réalisme énergétique et ambitions climatiques, en plaidant pour des politiques plus cohérentes, des financements accrus pour les énergies propres, et une meilleure coordination internationale. Elle avertit que sans une accélération des efforts de transition, les objectifs climatiques fixés par les accords internationaux y compris ceux débattus à la COP30 risquent de ne pas être atteints.

Souleymane Coulibaly



Emplois

Ananse Africa expose les lacunes qui entravent le potentiel créatif

L'événement virtuel « De la toile au commerce : repenser le développement des compétences pour l'avenir créatif de l'Afrique », organisé par Ananse Africa, a mis en lumière le besoin urgent de compétences et de liens avec le marché pour créer 20 millions d'emplois sur le continent.

● Nicole Esso

L'économie créative africaine est en bonne voie pour générer 50 milliards de dollars de revenus annuels et créer jusqu'à 20 millions d'emplois d'ici 2030. Cependant, son immense potentiel est actuellement freiné par une fragmentation systémique du marché et l'absence de stratégies nationales cohérentes à l'échelle du continent. Telle est la principale conclusion d'un webinaire stratégique de haut niveau, « Du canevas au commerce : repenser le développement des compétences pour l'avenir créatif de l'Afrique », organisé par Ananse Africa, en partenariat avec la Fondation Mastercard, en collaboration avec African Business et Botho Emerging Markets Group. Cet événement, qui a réuni des décideurs politiques, des investisseurs et des chefs d'entreprise, a mis en lumière le fait que, malgré le fort potentiel de croissance du secteur, moins de 15 % des créatifs sont actuellement actifs sur les plateformes numériques, ce qui les limite à des ventes locales fragmentées. Cet écart représente une formidable opportunité de collaboration public-privé, facilement comblable. « Le discours sur la créativité africaine évolue : on passe du simple talent à un véritable moteur économique »,



a déclaré Samuel Mensah, fondateur d'Ananse Africa. « Le talent seul, cependant, ne suffit pas à développer les infrastructures nécessaires. Nos données révèlent une opportunité politique majeure : il est impératif de formaliser le soutien à ce secteur. Ananse Africa est prête à partager sa connaissance du marché et son expertise afin de nouer des partenariats avec les gouvernements du continent et de contribuer à la mise en place des mécanismes essentiels à la transformation de millions de micro-entreprises informelles en entreprises évolutives et prêtes à exporter. L'objectif de 50 milliards de dollars est parfaitement réalisable grâce à des partenariats et des investissements ciblés. » La discussion s'est appuyée sur l'enquête 2023/24 d'Ananse, qui a recueilli plus de 7 000 réponses de créatifs, mettant en lumière des lacunes critiques du marché et des opportunités d'alignement :

Fragmentation du marché : Moins de 15 % des créatifs africains sont actuellement actifs sur les plateformes de commerce électronique. Lacune en matière d'inclusion : Seuls 12 des 55 pays africains disposent d'une stratégie formelle pour l'économie créative. Cela met en évidence une formidable opportunité pour les gouvernements d'intégrer ce secteur à leur planification économique nationale et de tirer parti de son potentiel de création d'emplois. Impact sur l'égalité des sexes : Environ 70 % des créatifs utilisant des plateformes comme Ananse Africa sont des femmes, ce qui souligne le rôle essentiel du secteur dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'emploi des jeunes. Transition sectorielle : La mode, le cinéma, les jeux vidéo et le contenu numérique emploient désormais plus de jeunes en Afrique que les secteurs manufacturiers traditionnels.

Médias

Le Gabon a accueilli la 10^e réunion de la FAAPA

De plus en plus confrontée à la désinformation avec la révolution numérique, la presse d'agence africaine cherche à redéfinir son rôle pour renforcer la gouvernance de l'information, ainsi que la professionnalisation du secteur médiatique sur le continent.

La 10^e réunion du Conseil exécutif de la Fédération atlantique des agences de presse africaines (FAAPA) s'est tenue les 12 et 13 novembre à Libreville au Gabon, sur le thème : « Les agences de presse face aux délits de presse et à la responsabilité des journalistes ». L'événement a réuni des représentants de plusieurs agences nationales de divers pays, ainsi que des autorités gabonaises, parmi lesquelles le vice-président de la République, Alexandre Barro Chambrier, et le ministre de la Communication et des Médias, Paul Marie Gondjout. « Ces réunions ren-

forcent la dimension vivante et dynamique de notre fédération. Elles traduisent notre volonté de rapprocher nos expériences, nos territoires et nos aspirations », a déclaré Fouad Arif, président de la FAAPA, lors de la séance inaugurale. Le directeur général de l'Agence gabonaise de presse (AGP) Ghislain Ruffin Etoughtet Nzue a salué la portée symbolique de cet événement pour le pays. Selon lui, accueillir cette rencontre 10 ans après la fondation de la FAAPA à Rabat, témoigne de l'ancrage du Gabon dans le réseau continental de l'information. Il a également rappelé que « les médias africains ne sont plus

de simples témoins : ils sont des acteurs du changement et des auteurs du progrès ». La réunion s'inscrit dans un mouvement plus large de structuration et de montée en compétence de la presse d'agence africaine, à un moment où la prolifération des fausses informations et les dérives éditoriales affectent la confiance du public. D'après l'African Youth Survey 2024 de l'Ichikowitz Foundation, près de deux tiers des jeunes Africains passent plus de trois heures par jour sur leur téléphone, et environ 22 % déclarent être exposés à de fausses informations au moins une fois par jour.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 17 novembre 2025

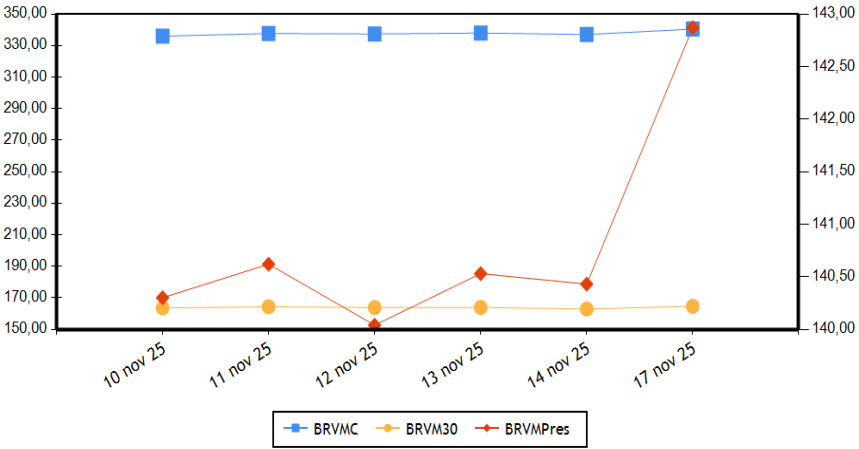
N° 218

BRVM COMPOSITE	340,44
Variation Jour	1,03 %
Variation annuelle	23,34 %

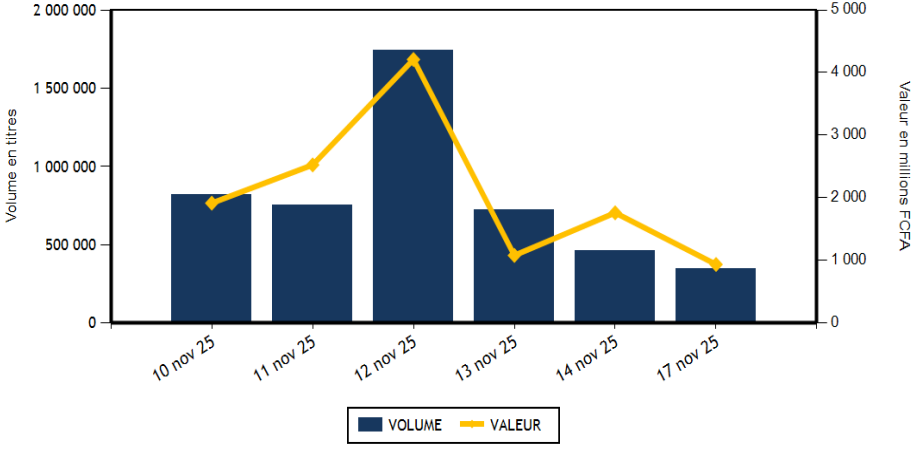
BRVM 30	164,60
Variation Jour	1,04 %
Variation annuelle	18,64 %

BRVM PRESTIGE	142,87
Variation Jour	1,74 %
Variation annuelle	24,41 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 126 064 234 601	1,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	318 285	-17,78 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	690 231 737	-37,52 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	22	29,41 %
Nombre de titres en baisse	18	12,50 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 698 789 136 193	-0,07 %
Volume échangé	24 473	-67,29 %
Valeur transigée (FCFA)	243 212 789	-62,82 %
Nombre de titres transigés	10	25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	5	150,00 %
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	33 150	7,49 %	411,97 %
SICOR CI (SICC)	3 390	7,45 %	-15,25 %
NESTLE CI (NTLC)	12 550	4,58 %	57,66 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	23	4,55 %	43,75 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 290	4,45 %	46,59 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	2 360	-7,45 %	126,92 %
SETAO CI (STAC)	1 150	-4,17 %	155,56 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 445	-4,12 %	27,34 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 745	-2,73 %	70,23 %
SAFCA CI (SAFC)	2 840	-2,07 %	294,44 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	142,87	1,74 %	24,41 %	25 332	238 370 675	10,99
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	212,20	0,85 %	53,65 %	292 953	451 861 062	13,88

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	250,32	2,19 %	113,29 %	24 230	149 731 355	10,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	725,68	0,54 %	-5,01 %	8 365	103 938 425	9,96
BRVM - FINANCES	16	144,87	1,34 %	42,38 %	173 373	185 695 822	9,41
BRVM - TRANSPORT	1	362,26	2,07 %	10,25 %	71 038	100 786 290	3,82
BRVM - AGRICULTURE	5	332,49	-0,02 %	68,72 %	14 210	89 574 935	10,76
BRVM - DISTRIBUTION	7	498,22	0,63 %	48,60 %	22 794	52 563 425	52,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	601,76	-0,93 %	-7,34 %	4 275	7 941 485	9,05

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,29	0,45 %	-5,71 %	6 352	97 654 960	9,78
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	173,91	-0,13 %	73,91 %	16 028	38 705 315	65,50
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	142,37	1,34 %	42,37 %	173 373	185 695 822	9,41
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	210,28	1,89 %	110,28 %	20 670	203 722 200	10,98
BRVM - INDUSTRIELS	6	124,51	-0,28 %	24,51 %	87 939	133 713 930	5,25
BRVM - ENERGIE	4	109,52	1,18 %	9,52 %	11 910	24 456 045	13,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	115,65	2,72 %	15,65 %	2 013	6 283 465	10,50

2026

Bruxelles revoit à la baisse la croissance française

La croissance est désormais attendue l'an prochain à 0,9%, contre 1,3% auparavant, selon la Commission européenne.

La Commission européenne a revu lundi nettement à la baisse sa prévision de croissance de l'économie française en 2026, sous l'effet des incertitudes politiques et des restrictions budgétaires qui devraient peser sur l'investissement et la consommation. La croissance est désormais attendue l'an prochain à 0,9%, contre 1,3% auparavant, selon les prévisions économiques d'automne de l'exécutif européen. Pour 2025, Bruxelles a très légèrement relevé sa prévision, à 0,7% contre 0,6% précédemment. Cela représente un net ralentissement par rapport à 2024, où la France avait affiché une croissance de 1,2%. Concernant les finances publiques, Bruxelles table sur un reflux du déficit à 5,5% en 2025, après 5,8% l'an dernier, un niveau quasiment identique à la prévision du gouvernement Lecornu (5,4%). Pour 2026, la Commission prévoit un déficit en



nette baisse à 4,9%, en se basant sur les mesures envisagées dans le projet de budget présenté en octobre. L'exécutif européen prévient toutefois que tout dépendra de l'issue des débats au Parlement, qui «reste incertaine».

Procédure européenne pour déficit excessif

Pour la suite, la Commission prévient qu'à «politique inchangée», le déficit français

remonterait à 5,3% en 2027 et la dette grimperait à 120% du Produit intérieur brut (PIB), contre 113,2% l'an dernier. De son côté, le gouvernement français compte réduire le déficit public à 4,7% du PIB l'an prochain et s'est engagé à le ramener sous les 3% en 2029. La France fait l'objet depuis juillet 2024 d'une procédure européenne pour déficit excessif, comme huit autres États membres. La Commission lui a donné jusqu'en 2029 pour redresser la barre et ramener son déficit en dessous de 3% du PIB, la limite prévue par le Pacte de stabilité. La Commission européenne doit présenter le 25 novembre son évaluation des plans budgétaires à moyen terme des pays de l'Union européenne. De manière générale, la Commission a revu à la baisse lundi sa prévision de croissance 2026 pour la zone euro, à +1,2% contre +1,4% auparavant.

(afp)

Illuminations de Noël 2025

Les plus beaux parcours lumineux en France

Lanternes, mappings, hologrammes... : les parcours illuminés se multiplient à l'approche de Noël. Un voyage en forme de déambulation dans la nuit noire qui renoue avec des rites ancestraux.

Et soudain un tigre du Népal surgit à l'orée de la forêt, nimbé d'une lueur bleutée. Ce félin n'est pas de chair et d'os mais virtuel, intégré dans une scénographie à ciel ouvert. Nous sommes à Port-Saint-Père, près de Nantes, en Loire-Atlantique, au cœur du parc animalier Planète sauvage. Au gré de la déambulation d'une projection à l'autre, sur 1 kilomètre, des bruissements font frémir les âmes sensibles. D'autant plus qu'il fait nuit noire. Comme d'autres avant lui, ce zoo équipé de la plus grande piste de safari de l'Hexagone a appuyé à son tour sur l'interrupteur d'une tendance en plein boom : les parcours lumineux à la nuit tombée. « Nous souhaitons ajouter du merveilleux à notre mission de sensibilisation à la fragilité du monde sauvage », poétise Mathilde Bour, directrice de ce parc qui fait figure de petit nouveau de la saison automne-hiver 2025. L'objectif de ces échappées nocturnes ? Il est très clair : accueillir du public durant une période où ce lieu était habituellement fermé. Dans les Yvelines, c'est le parc animalier de Thoiry qui prend une allure féerique depuis octobre,



parsemé de 3000 lanternes chinoises aux formes d'animaux. Parmi les pionniers du genre, il s'était lancé dès 2018 pour améliorer l'affluence lorsque les journées raccourcissent. Depuis, les équipes ont appris à transformer ce bout de plaine francilienne au gré des thèmes, comme « Le bal des esprits » cet automne. Fort de son succès, Thoiry, qui appartient au groupe Wow – Worlds of Wild –, a décliné son festival Lumières sauvages dans son autre site français, le safari de Peaugres, en Ardèche. Résultat : la fréquentation hivernale représente désormais près du quart des visiteurs pour ces deux sites. Dans l'Est, en Moselle, le zoo d'Amnéville en est, lui, à sa quatrième édition de Luminescences, consacrée à l'Amérique du Sud avec des cactus fluo à gogo.

Des lasers zèbrent le ciel

à Paris, le Muséum d'histoire naturelle, pionnier de ces promenades nocturnes

dans la capitale, revient aux sources avec un thème scientifique judicieusement approprié : « Lumières de la nature ». Lancée mercredi au Jardin des Plantes, En voie d'illumination permet de découvrir les phénomènes lumineux sur terre, sous l'eau et dans le cosmos. Fini le temps des lanternes chinoises. Sur la pelouse, un hologramme reproduit un volcan en éruption, les flammes rougeoyant dans l'obscurité. En arrière-plan, un mapping vidéo anime la façade de la Grande Galerie de l'évolution, sur laquelle le visiteur se retrouve plongé dans un tourbillon aquatique d'organismes bioluminescents. Dans une allée d'arbres, des lasers zèbrent le ciel tels des éclairs, au-dessus d'une véritable météorite exceptionnellement sortie des collections. « Après avoir attiré 2 millions de visiteurs en six éditions, nous avons décidé de passer d'une tradition millénaire aux technologies du XXIe siècle », assume Gilles Bloch, président du Muséum d'histoire naturelle. Avec sobriété, en privilégiant les LED de basse consommation et en limitant les horaires, cinq jours sur sept et une fermeture des lumières à 22 heures.

Avec latribune.fr

L'ÉCO EN BREF

Croissance de la zone euro revue à la baisse en 2026

La Commission européenne a pour sa part abaissé sa prévision de croissance économique dans la zone euro pour 2026, à 1,2 % contre 1,4 % auparavant, en raison des tensions commerciales internationales. La croissance de la zone euro devrait ainsi ralentir légèrement par rapport à 2025, pour laquelle Bruxelles table désormais sur 1,3 %.

Un chiffre revu nettement à la hausse (la Commission tablait sur 0,9 % dans ses précédentes projections pu-

bliées en juin, ndlr), grâce aux chiffres meilleurs qu'attendu depuis le début de l'année.



Lecornu tente de rassurer les entrepreneurs

Sébastien Lecornu demande aux entrepreneurs de « se rassurer ». « Le péril qui pèse sur l'économie française, c'est l'absence de budget », a déclaré le Premier ministre au sommet Choose France, destiné à encourager les investisse-

ments dans l'hexagone. « On



fait peur actuellement à une partie du pays avec des taxes qui n'auront jamais d'application, parce qu'elles ne sont pas constitutionnelles, parce qu'elles n'ont pas d'assiette », a-t-il ajouté, au moment où l'Assemblée nationale débat du budget de l'État pour 2026.

Fin du budget 2025

Ce lundi, les députés se sont emparés du projet de loi de fin de gestion (PLFG), texte « technique » ajustant les finances de 2025, mais aussi très politique, avec notamment des débats sur les causes de la baisse des recettes de TVA. Le texte, dont l'examen débutera à 21 h 30, prévoit quelques

ouvertures de crédits. Certaines relativement consenties, comme 190 millions

pour des dépenses de sécurité en Outre-mer et contre les incendies estivaux.



« Cession partielle » de Novasco

La décision est tombée pour Novasco (ex-Ascometal). Le tribunal de Strasbourg a retenu lundi la « cession partielle » de l'aciériste en difficulté au consortium d'investisseurs réunis autour de Julien Baillon, à la tête de la PME ardennaise Métal Blanc, selon la décision vue par l'AFP.

La chambre commerciale du tribunal judiciaire n'a pas donné le détail de sa décision. L'offre présentée par ce



consortium la semaine dernière prévoyait la reprise d'une seule usine, celle de Lefrinckoucke, près de Dunkerque, qui compte 144 salariés, condamnant les trois autres sites à Saint-Étienne, Custines (Meurthe-et-Moselle) et Hagondange (Moselle) à la liquidation, avec quelque 500 licenciements à la clé.

Le service Pajemploi victime d'un vol de données

Jusqu'à 1,2 million de salariés concernés. Le service Pajemploi, servant à déclarer et rémunérer les assistants maternels et gardes d'enfants à domicile, a été victime d'un vol de données le 14 novembre, a alerté l'Urssaf ce lundi. Cet acte de « cybermalveillance » a permis de récupérer notamment des noms, prénoms,

dates et lieux de naissance, adresses postales, numéros de Sécurité sociale et noms d'établissements bancaires,

mais pas de numéros de compte bancaire, adresses mail, numéros de téléphone ou mots de passe.



(Sélection AFP et Reuters)

Production alimentaire mondiale

Les catastrophes ont coûté plus de 3 000 milliards de dollars à l'agriculture en 30 ans

Derrière la montée des températures et la succession d'événements extrêmes, ce sont des pans entiers de la production alimentaire mondiale qui s'effritent. Un nouveau rapport de l'ONU révèle l'ampleur d'un coût devenu invisible à force de se répéter : 3 260 milliards de dollars perdus depuis 1991. Un tribut colossal, que l'organisation appelle à réduire au moyen du numérique.

L'agriculture mondiale est frappée année après année par une avalanche de sécheresses, d'inondations, de ravageurs ou de tempêtes marines qui rongent les récoltes et brisent les moyens de subsistance. Selon une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié vendredi, les catastrophes ont infligé 99 milliards par an en moyenne de pertes au secteur sur les trois dernières décennies, soit l'équivalent de 4 % du PIB agricole mondial. Jamais l'ampleur de ces dommages – longtemps sous-estimés – n'avait été documentée avec autant de précision. Le rapport reconstitue pour la première fois une fresque globale des effets des sécheresses, inondations, cyclones, vagues de chaleur marines, pestes végétales ou maladies animales sur les cultures, l'élevage, les pêches et l'aquacul-



ture. À l'arrivée, des chiffres qui disent tout : 4,6 milliards de tonnes de céréales, 2,8 milliards de tonnes de fruits et légumes et 900 millions de tonnes de viande et produits laitiers ont disparu.

Une facture énergétique invisible pour les ménages

Ces pertes colossales se traduisent, au quotidien, par un effondrement de la disponibilité alimentaire. La FAO

calcule que cela représente 320 kilocalories en moins par personne et par jour, soit près de 15 % des besoins énergétiques moyens. Dans certaines régions, le choc est dévastateur. L'Asie concentre 47 % des pertes mondiales, soit 1 530 milliards de dollars, reflet de son poids agricole et de son exposition extrême aux aléas. Les Amériques suivent avec 22 % des pertes (713 milliards), victimes d'une succession de sécheresses, d'ouragans et de va-

gues de chaleur. En Afrique, les pertes absolues sont moindres (611 milliards), mais leur poids économique est écrasant : 7,4 % du PIB agricole englouti – la part la plus élevée au monde – avec des impacts majeurs sur la sécurité alimentaire et la stabilité rurale. Les petits États insulaires en développement (PEID), eux, restent pris dans la tenaille des cyclones et de la montée des eaux : malgré leur faible production agricole, leurs pertes pèsent une

part disproportionnée de leur économie. Enfin, le rapport met en lumière un angle mort persistant : les vagues de chaleur océaniques, responsables de 6,6 milliards de dollars de pertes dans les pêches entre 1985 et 2022, alors que ce secteur fait vivre 500 millions de personnes.

L'enjeu central : l'accès et l'équité

Mais cette révolution technologique se heurte à un obstacle majeur : 2,6 milliards de personnes restent hors ligne, souvent dans les zones les plus vulnérables. Sans connectivité, sans formation, sans accompagnement institutionnel, la promesse du numérique risque de creuser les inégalités plutôt que de les réduire. La FAO met donc en garde : la technologie n'est pas une fin en soi. Elle n'aura d'impact que si elle s'accompagne d'investissements dans les infrastructures numériques, la formation, l'inclusion des petits producteurs, des femmes, des jeunes et des peuples au-

tochtones, et de politiques publiques cohérentes.

Un message de fond : prévenir plutôt que réparer

Derrière les chiffres astronomiques, le constat est limpide : l'agriculture mondiale paye un prix devenu insoutenable à la multiplication des catastrophes climatiques et biologiques. Le basculement vers des systèmes capables d'anticiper plutôt que subir est désormais une question de survie économique autant que de sécurité alimentaire. La FAO en appelle au sursaut : investissements, coopération internationale, intégration du numérique dans les politiques agricoles, et surtout reconnaissance urgente de la réalité des pertes non comptabilisées – humaines, sociales, nutritionnelles – que les bilans nationaux ignorent encore largement.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Une chance financière insolente vous accompagnera aujourd'hui. Pas de doute, les astres seront avec vous. De quoi faire naître des péchés d'envie autour de vous !

Taureau Attention aux finances et aux surprises désagréables qui pourraient en découler ! Prenez les devants pour équilibrer votre situation ou la protéger. Pourtant, les spéculations seront favorisées, mais restez prudent si vous placez de l'argent à l'étranger ou si vous y achetez un bien immobilier.

Gémeaux Pourquoi ne pas acheter un billet de loterie ? Avec la chance que vous avez en ce moment, vous pourriez gagner le gros lot ou du moins sauver votre mise. Mais ne dépensez pas ce que vous n'aurez pas gagné.

Cancer Des litiges à propos de finances pourront provoquer quelques complications. Ne réagissez pas de façon exagérée, au point de vous en rendre malade. Prenez les décisions qui s'imposent, après mûre réflexion, et sachez rester objectif en face des événements. Tout rentrera bientôt dans l'ordre.

Lion Privé de l'appui de Jupiter, vous ne pourrez guère compter, comme dernièrement, sur d'appréciables petits coups de chance. Il faudra par conséquent faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Évitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Vierge Attention : vous serez d'humeur très dépensière sous l'impact de Vénus influençant le secteur argent. Si vous parvenez à résister à vos envies d'achats, vous aurez la satisfaction d'atteindre la fin du mois avec quelques économies, qui vous seront très utiles dans un avenir proche.

Balance Méfiez-vous des opérations financières trop risquées. Avec Pluton en cet aspect, redoublez de prudence si vous devez traiter une affaire de grande importance ; exigez des garanties écrites.

Scorpion Cet aspect de Pluton vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs. Le plus sage serait de procéder à faire des coupes sombres dans vos dépenses envisagées et à essayer de gagner un peu plus d'argent en exploitant vos dons spécifiques.

Capricorne Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Vous engrangerez des bénéfices d'un peu partout ! Mais sachez que c'est vous, et vous seul, qui faites votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Sagittaire Vous pourriez bénéficier d'un concours de circonstances particulièrement favorables sur le plan financier. Il pourra s'agir d'opportunités ou d'occasions vous aidant à envisager des placements boursiers ou des transactions très avantageuses.

Verseau L'argent, comme c'est trop souvent le cas, sera aujourd'hui au centre de toutes vos préoccupations. Votre action peut se révéler féconde grâce à l'appui de Neptune. Cependant, ne vous laissez pas trop envahir par les considérations matérielles : prenez le temps de vivre, dès aujourd'hui même, quitte à gagner et à posséder moins.

Poisson Attention à Neptune en cet aspect ! Soyez attentif : des erreurs dans vos comptes sont possibles. Essayez également de prévoir soigneusement vos dépenses à l'avance au lieu de traîner dans les magasins sans trop savoir ce que vous voulez. Vous aurez en effet tendance à faire de mauvais choix.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
cVivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Re
brand
YOUR LEADERSHIP



Thème

**DU LEADERSHIP À
LA GOUVERNANCE ET
AUX PERFORMANCES
COMMERCIALES** DANS
LES ORGANISATIONS ET
ENTREPRISES AFRICAINES.

SAM 06 DÉCEMBRE 2025

9H00-22H30

**HÔTEL SARAOKAWA
LOME-TOGO**

+228 92860146 / +228 96840249

info@senakpon.com

INTERVENANTS



Antonin DOSSOU
Ancien ministre (BÉNIN)
Ancien haut cadre de la BCEAO
Consultant senior BEEEX consulting



Jonas DAOU
Pdt Group Kapi / Président
Association des grandes
entreprises du Togo



Nabou FALL
Coach - Entrepreneur/



Stéphan CORIDON
Directeur Général Ithos CI /
Performance & Leadership
Coach/ Expert Comportement
Organisationnel



Yves MAYILAMENE
Régional HR Lead
Glencore Copper Africa



Adjaratou LAWANI
DG ALA Consulting



Marcellin S. GANDONOU
CEO SENAKPON GROUP



Luc AGBETOHO
Juriste, Consultant-Formateur



Armand POGNON
Coach - Président Fiad



Louis M. KEUMAYO
Journaliste/ Directeur New world
Magazine



Rabiattou BELLO
Consultante RH Expertise en QVT/QVCT
Directrice Associée IPIKAR Consulting



Tchaoudjo

L'ITIE-Togo présente ses deux derniers rapports aux acteurs locaux

Une délégation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives au Togo (ITIE-Togo) a échangé avec les autorités et acteurs de Tchaoudjo sur les résultats et les conclusions de ses rapports de 2021 et 2022 le vendredi 14 novembre à Sokodé.

L'activité s'inscrit dans le cadre de sa campagne nationale de dissémination de ses 12^e et 13^e rapports. Son objectif est de partager le contenu de ces documents avec les acteurs locaux. Les informations sur ces rapports peuvent être consultées sur le site www.itietogo.org. Les rapports ont porté sur les paiements effectués par les entreprises à l'Etat et les recettes issues des exploitations des ressources naturelles qui sont collectées par les régies financières de l'Etat. La délégation de l'ITIE a présenté à l'assistance les résultats de ces deux rapports, l'analyse des informations traitées ainsi que les constatations faites et les recommandations retenues pour l'amélioration des irrégularités ou des écarts constatés. Les discussions ont aussi porté sur les faiblesses mêmes des structures de l'administration publique et sur les mauvaises pratiques de certaines entreprises d'exploitation artisanale qui opèrent à ciel ouvert mais qui se font comme des exploitations clandestines.



Le coordonnateur national, Didier Kokou Agbémadon, a fait savoir qu'à partir des rapports ITIE, les citoyens peuvent apprécier le poids des industries qui opèrent et apporter leurs contributions à l'amélioration de la gouvernance du secteur. Il a dit avoir apprécié la sincérité, l'ouverture et l'honnêteté de ses interlocuteurs. « Tous les acteurs se sont exprimés ouvertement pour avoir des informations non seulement sur la mise en œuvre de l'ITIE et les principes de la gouvernance ouverte et responsable mais aussi sur les dispositions à prendre pour que les outils de la gouvernance transparente et redevable profitent à leur structure respective », a confié M. Agbémadon. Le secrétaire

général de la préfecture de Tchaoudjo, Bawo Moukadasa a indiqué que « la transparence des revenus miniers est la clé de voûte de notre autonomie ». Il a précisé « qu'elle est directement liée à nos budgets locaux, à la gestion éclairée des redevances et, en définitive, à la construction d'un développement communautaire solide et équitable ». Le maire de la commune Tchaoudjo 2, Kiliou Kokolou a, au nom de ses pairs, promis de relayer les informations reçues aux populations et de réfléchir avec elles pour trouver des solutions aux exploitations clandestines afin de renforcer la mobilisation des ressources pour le développement local.

Avec ATOP/JAE/MEK/BV

Kloto/Sport

M. Ocloo Paul Dzikonado reconduit à la tête de la ligue Plateaux-Ouest de la FETOSPA

M. Ocloo Paul Dzikonado a été reconduit, le samedi 15 novembre à Kpalimé, à la tête d'un exécutif de sept membres de la ligue Plateaux-Ouest de la Fédération togolaise des sports paralympiques (FETOSPA), à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de la ligue.



Avant le renouvellement du bureau, les membres ont examiné le bilan des deux années d'activités, à travers la présentation des rapports moral et financier. Des recommandations ont été formulées, entre autres, la nécessité de renforcer les compétences en mobilisation de ressources et d'obtenir un appui financier de la fédération. L'inspecteur des Sports et Loisirs, Adotoy Komi Djimédo, a rappelé qu'au sein d'une orga-

nisation, le renouvellement périodique des instances dirigeantes permet de dynamiser la structure et d'apporter de nouvelles idées au service de son évolution. Reconduit à la présidence, M. Ocloo a appelé les membres à raviver l'esprit de solidarité et à s'acquitter régulièrement de leurs cotisations, afin de surmonter les difficultés financières. La vice-présidente de la FETOSPA, Amégnikou Yawavi, a précisé que les renouvellements des bureaux

des ligues interviennent en marge des jeux régionaux paralympiques. Elle a estimé que cette démarche « redonne un souffle de vie à l'instance locale » et a félicité la ligue pour le maintien du paraspport dans la région. « Le renouvellement du bureau n'écartera personne. Nous travaillons tous pour le développement du sport paralympique et l'inclusion sociale des personnes handicapées », a-t-elle conclu.

Avec ATOP/AYH/ER/AR

Coupe du Monde 2026

Erling Haaland, l'architecte de la renaissance norvégienne

La Norvège retrouvera enfin une Coupe du Monde, vingt-huit ans après sa dernière participation. Une qualification historique pour un pays longtemps resté aux portes des grandes compétitions, et qui doit en grande partie son retour au plus haut niveau à un homme : Erling Haaland. Monumental durant toute la campagne, l'attaquant de Manchester City a incarné, plus que jamais, le renouveau d'une sélection en pleine ascension.

Après 28 ans d'absence, la Norvège retrouve la Coupe du Monde. En écrasant l'Italie (4-1) à San Siro, dimanche soir, les hommes de Stale Solbakken ont, en effet, validé leur qualification pour le prochain Mondial, organisé aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Une performance historique récompensant finalement un parcours parfait puisque la Norvège a terminé en tête du groupe I, invaincue (8 victoires en autant de rencontres, 37 buts marqués, 5 encaissés). Portée par un collectif huilé et une attaque de feu, la 29^e sélection au classement FIFA a surtout pu compter sur son guide suprême : Erling Haaland. Auteur d'un nouveau doublé contre la Nazionale, le serial buteur de Manchester City a tout simplement fait vivre un calvaire aux défenses lors de cette campagne qualificative. À chaque match clé, le natif de Leeds a répondu présent : doublé en Italie, triplé face à Israël, buts décisifs dans les moments de tension... l'avant-centre de 25 ans a écorné la concurrence, terminant ces éliminatoires avec un total de 16 buts en 8 matches. Au-delà de l'impact statistique, le gaucher d'1m95 s'est surtout affirmé comme un véri-



table leader, assumant à merveille son rôle de capitaine. Proche de ses coéquipiers, le buteur des Citizens n'a cessé de porter les siens.

Haaland a transformé la Norvège

Pour autant, cette qualification ne repose pas uniquement sur le géant norvégien. Autour de lui, une génération longtemps promise à de grandes choses s'est également affirmée. Milieu offensif d'Arsenal, Martin Ødegaard a ainsi apporté sa justesse technique et sa créativité. Plus haut sur le terrain, Alexander Sørloth a, lui, offert un relais précieux au numéro 9 norvégien. Enfin, Stale Solbakken, architecte de cette sélection en plein essor, a trouvé les clés pour faire de ce collectif un équilibre parfait entre solidité défensive et explosivité offensive. Dès lors, pour la première fois depuis des

décennies, la Norvège ne semble plus dépendre d'individualités éparses. Ces derniers mois, les Løvene ont, en effet, prouvé qu'ils étaient désormais une équipe soudée, emmenée par un homme repoussant toutes les limites. Ainsi, si Kylian Mbappé peut se targuer d'avoir inscrit 55 buts en 94 sélections, Haaland a, lui, atteint cette barre en 48 matches (seulement) sous la tunique norvégienne. Un rendement déroutant offrant logiquement le droit aux Norvégiens de rêver plus grand. Avec un Haaland à ce niveau, la Norvège n'a, en effet, rien d'un simple figurant, mais compte bien confirmer sur le sol américain qu'une nation trop longtemps absente est de retour aux affaires. Les bases sont posées, l'ambition est assumée et la planète football peut désormais trembler.

Avec footmercato.net

Ligue 1

Monaco rétropédale avec Paul Pogba

Souvent interrogé sur une date de reprise de Paul Pogba, le coach de l'ASM annonçait les débuts imminents de la Pioche sous le maillot asémiste. Aujourd'hui, le Belge se montre bien plus prudent.

En larmes au moment de signer son contrat de deux ans avec l'AS Monaco, Paul Pogba mettait fin à près de deux ans de galère liés à sa suspension pour dopage. Sur le papier, le champion du monde 2018 a retrouvé un club, mais sur les terrains, son calvaire est loin d'être terminé. Absent durant une très longue période, Pogba suscite la curiosité. À peine revenu dans une équipe, le milieu de terrain de 32 ans annonçait son envie de retrouver les Bleus. Mais peut-il vraiment être remis sur pied avant la fin de l'année 2025 afin d'espérer pouvoir postuler pour une place au Mondial 2026 ? Le 30 octobre dernier, l'entraîneur monégasque Sébastien Pocognoli annonçait que



son joueur avait de grandes chances d'être dans le groupe pour défier le Paris FC. « Oui, il est possible qu'il soit réincorporé au groupe. Il reste encore un entraînement avec une certaine charge de travail, et s'il se sent bien, on serait dans le processus qu'on avait fixé. Il ne serait pas illo-

gique de le voir sur la feuille de match ». Le lendemain, c'était la tuile. Touché à la cheville (entorse de grade 2) à l'entraînement, Paul Pogba voyait ses plans tomber à l'eau.

Pocognoli plus prudent avec Pogba

Ensuite, Pocognoli a fait savoir le 7 novembre dernier que l'ASM envisageait désormais un retour à la compétition après la trêve internationale. « Un retour après la trêve ? C'est ce qui est prévu. On est sur ce timing. Maintenant, à voir aux entraînements comment ça va se passer, mais oui on est sur ça ». Depuis, le Belge a quelque peu changé son fusil d'épaule.

Avec footmercato.net

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à

80%de la valeur
du stockDurée
jusqu'à 1 an
renouvelable**BANK OF AFRICA**

BMCE GROUP

f | www.boatogo.com